51e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 44 1er NOVEMBRE 1934

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Un recueil de documents sur la franc maçonnerie. — Ce qu'il contient. — II Une crise au sein de la franc-maçonnerie actuelle. — Les récriminations des convaincus contre les arrivistes. — III. Une des causes de la crise européenne d'aujourd'hui : l'essor économique et industriel du Japon ; ses raisons d'être et son avenir. — IV. Un chevalier de la cause catholique en Angleterre : l'étourdissant écrivain G. K Chesterton. — Ses origines ; les motifs de sa conversion au catholicisme. — Comment il comprend notre époque et cherche à la guérir.

I

L'*Ami* a consacré naguère deux articles [1] à un résumé de l'histoire de la franc-maçonnerie. Ces articles allaient jusqu'à la Grande-Guerre, mais n'insistaient pas sur les dernières années de la domination maçonnique en France. Et voici que nous avons l'occasion de revenir sur ce sujet d'une brûlante actualité. Dans les *Etudes* du 5 septembre, le R. P. Henri du Passage publie un alerte exposé : « *Les Secrets livrent leur mystère,* — Nouveaux Documents sur la Franc-Maçonnerie. » Et, dans celui du 20 septembre, le P. Joseph Berteloot lui fait écho, dans un article intitulé : « *La Crise de la Franc-Maçonnerie,* — L'Offensive des Droites. »

Le P. du Passage se contente d'épingler quelques remarques très intéressantes et de grande portée, en marge d'une publication récente, que tous les catholiques d'action ont intérêt à connaître et à consulter. Il y a dix ans, la *Fédération Nationale Catholique* a édité un recueil de textes maçonniques d'une authenticité que nul n'a pu contester ; elle ne l'accompagnait d'aucun commentaire, pour n'en pas affaiblir la signification. Le sens général de ces textes se trouvait résumé dans le titre même de la publication : *La Dictature de la Franc-Maçonnerie sur la France* [2].

Le Convent de 1925 essaya d'atténuer l'effet de cette divulgation, non pas en niant l'authenticité des pièces livrées au grand jour, mais en insinuant 1° que les textes étaient tronqués, et 2° qu'ils ne représentaient que l'opinion personnelle de leurs auteurs et non celle de la maçonnerie ou de la majorité des Frères.

Et certes, il était bien vrai que les textes étaient tronqués. Nous ne pouvons tout de même pas nous engager à publier *in extenso* tous les morceaux de l'éloquence maçonnique. Pas un historien ne peut publier tous les textes qu'il manipule. La vérité documentaire exige seulement que la sélection des textes ne modifie pas le sens exact des pièces dont on présente des extraits. Nous attendons encore que la maçonnerie fasse la preuve que les documents dont nous faisons état n'ont pas la signification que le bon sens des lecteurs leur attribue et que les événements politiques eux-mêmes se chargent de commenter pour les observateurs avertis et sincères.

Quant à la prétention de distinguer entre l'opinion de la maçonnerie comme telle et celle des orateurs de Convent, ou des rédacteurs de « résolutions » acclamées dans ces Convents, — car ce sont là les documents qui comptent surtout pour nous, — elle est simplement ridicule. Il faut avoir la passion du *secret,* la manie du *mystère,* la tradition du *masque,* pour ne pas dire de l'hypocrisie, il faut pratiquer la tartufferie à la puissance *n,* pour renier des affirmations tirées des publications officielles de la maçonnerie, tout simplement parce qu'elles sont proposées aux réflexions d'un public qui n'est pas celui de la maçonnerie.

Le recueil de la *Fédération Nationale Catholique* demeure donc une collection de sources d'une valeur historique indiscutable.

Et voici que la même *Fédération* vient de renouveler son geste. A l'occasion du scandale Stavisky, elle a voulu éclairer la nation de nouveau, lui fournir encore des textes. Ce second recueil, compilé par G.-A. Michel, a pour titre : *La France sous l'Etreinte maçonnique* [1]. Il constitue un dossier considérable. « Les textes s'échelonnent sur une période d'environ douze ans et parfois débordent ce cadre. Ils continuent, confirment, renforcent ce qu'avaient livré leurs devanciers. A moins que dans les réunions intimes des Loges, l'on ne parle pour ne rien dire, il paraît impossible de nier que ces phrases nous révèlent l'idée de derrière les cloisons. »

Or, que disent ces textes ? Quel est le but de la maçonnerie ? A l'en croire, il ne s'agit que de défendre et de faire prospérer la République et la

[1] Nos des 26 juillet et 9 août 1934.
[2] Par G.-A. MICHEL, in-12 de 96 p., 5 f. ; Paris, Editions Spes, 1924.

[1] A la Fédération Nationale Catholique, 31, boulevard La Tour-Maubourg, Paris 7e ; prix : 10 fr.

Démocratie. On remarquera, à ce sujet, qu'elle n'essaie plus de se donner pour une simple société de bienfaisance et de philanthropie. Du reste, on se demande par quelle illusion étrange elle a pu être prise parfois pour une association de ce genre. Où sont ses œuvres ? Quelles sommes a-t-elle consacrées au soulagement des infortunes terrestres ? Quand a-t-elle fait la charité autrement qu'en prenant dans la poche des autres, c'est-à-dire en prélevant sur le budget public dont ses adhérents étaient souvent les principaux profiteurs ?

Mais actuellement, elle ne cherche même plus à donner le change sur ce point. Elle se contente de jeter de la poudre aux yeux de la nation, en se posant en gardienne de la République. Nous avons remarqué que la suprême habileté de la maçonnerie consiste à jouer sur les mots et spécialement sur ceux de République et de Démocratie. Ces mots ont un sens dans le vocabulaire général et un autre sens dans son vocabulaire à elle. Ils sonnent, dans la langue de tous les Français, comme un idéal national, un idéal de liberté, de justice pour tous, de fraternité. Ils ont en fait, dans la bouche des francs-maçons, une signification toute différente. République veut dire, pour un franc-maçon : *laïcisme intégral,* c'est-à-dire *dogme maçonnique,* ou encore *guerre à toute religion.* Même lorsqu'un maçon consent à se dire et à se montrer tolérant envers les croyants pris individuellement, il ne laisse pas de travailler de toutes ses forces à détruire la foi religieuse, de tendre toutes les institutions du pays vers la ruine de la religion et la destruction de l'Eglise. De là ces distinctions, qui traînent dans nos querelles politiques, entre démocrate et *véritable* démocrate, entre républicain et *vrai* républicain, étant bien entendu que pour être un *véritable* démocrate ou un *vrai* républicain, il faut être franc-maçon ou du moins admettre le dogme maçonnique de la mort de toutes les religions.

On ne peut pas être républicain si l'on admet, au-dessus des lois humaines, la *Loi divine,* au-dessus des législateurs humains le *Législateur éternel,* au-dessus de l'autorité civile l'autorité religieuse. En d'autres termes, la maçonnerie n'admet pas d'autre République que la République maçonnique. Une République chrétienne ne serait pas pour elle une République. Et quand elle se pose en gardienne de la République, cela veut dire tout bonnement qu'elle défend ses positions personnelles, ses intérêts propres, sa propre domination ou pour mieux dire son insupportable tyrannie !

« Comprenez-vous, mes Frères, disait l'orateur du Convent de 1922, pourquoi nous, qui sommes issus de cette race qui doit tout à la République, nous lui restons à jamais attachés, *la confondant du reste avec la Maçonnerie ?* »

Et l'orateur du Convent de 1924 : « On l'a déjà dit du haut de cette tribune, *la Maçonnerie c'est la République à couvert : parole profonde et juste qui nous trace notre devoir.* »

De cette équivoque la Maçonnerie vit depuis soixante ans. Et, pour parler comme elle, « cela nous trace notre devoir. » Il nous appartient de faire cesser cette équivoque, de parler, nous aussi, de la République, et plus souvent que nous ne faisons ; de définir ce que nous entendons par là, ce que l'on doit entendre par là ; d'élever au-dessus de la conception sectaire et misérable de la Maçonnerie l'image d'une République digne de ce nom, juste, fière, grande, pacifique et forte, bonne pour les humbles, terrible pour les exploiteurs, pour les profiteurs, pour les ambitieux, pour les arrivistes, pour les intrigants de toute nature, mais ouverte à toutes les grandes pensées et à tous les vrais dévouements.

Mais il faut avouer que nous avons fort à faire pour opérer le redressement des esprits et des idées. Les positions sont prises et les jeux sont faits. La moralité publique est arrivée au dernier degré de l'anémie. Et, chose plus grave, l'avenir même est hypothéqué. Les lois scolaires sont telles que la jeunesse française est soumise à l'asphyxie maçonnique avant de pouvoir comprendre le traitement qu'on lui fait subir. On a reproché bien des fois au catholicisme d'annexer l'enfance, par le baptême, avant qu'elle puisse disposer d'elle-même. Mais l'Eglise ne contraint personne. Ce sont les parents qui ont la charge de leurs enfants ; il est naturel qu'un père ou une mère, connaissant le prix de la foi, ait l'ambition de faire bénéficier son enfant du patrimoine spirituel que cette foi représente. La Maçonnerie a moins de respect de la volonté paternelle : elle se substitue hardiment aux parents, elle impose sa formule scolaire, elle enveloppe l'enfance d'une atmosphère d'incroyance ou du moins d'indifférence, car, en mettant les choses au mieux, c'est ce que signifie le mot de *neutralité,* un de ces mots équivoques où elle excelle.

On nous dira : — Mais vous avez la liberté d'enseignement !

— Nous répondrons : nous l'avons, parce que vous n'avez pas osé nous la ravir, d'une part, et nous l'avons, à condition de la payer fort cher, d'autre part. Il n'est pas douteux que le monopole de l'enseignement, c'est-à-dire la suppression de la liberté, soit dans le programme fondamental de la Maçonnerie. Donc, nous ne lui devons aucune reconnaissance pour cette liberté-là, non plus que pour les autres, — bien restreintes en vérité, — qui nous restent. Il n'est pas douteux non plus que, pratiquement, une infinité de parents catholiques au moins de nom et d'intention, se voient contraints de subir un régime scolaire contraire à leur foi, et cela dans un régime soi-disant *libre !*

La Maçonnerie sent tellement bien que c'est dans le problème scolaire que gît le mystère de son avenir, qu'elle a créé, pour garder la forteresse de l'Ecole laïque, une société spéciale appelée la *Ligue de l'Enseignement.* On lit dans le compte-rendu du Convent de 1900 ces lignes révé-

latrices : « Nous ne devons pas oublier qu'à côté de la franc-maçonnerie, il y a *la fille de la franc-maçonnerie,* la *Ligue de l'Enseignement.* » Cette Ligue a elle-même une infinité de ramifications et de filiales, syndicats ou amicales de toute nature. Enfin, il y a, pour renforcer ce système défensif de l'Ecole laïque, la fameuse *Ligue des Droits de l'homme.* Cette Ligue se donne pour mission apparente de défendre tous les droits injustement méconnus ; en fait, elle ne fonctionne que dans le sens maçonnique. On ne l'a pas vue intervenir en faveur des religieux et des religieuses injustement privés de droits reconnus à tous les autres citoyens. Elle ne s'est jamais émue en faveur des catholiques brimés par la maçonnerie. Si son président, M. Guernut, se trouve à la tête de la Commission d'enquête Stavisky, on ne voit pas qu'il ait fait le moindre effort pour attirer sur les vrais coupables les foudres de la justice, et l'on a pu constater, à maintes reprises, que toute son habileté ne tendait qu'à préserver, même quand il fallait faire la part du feu, certaines têtes plus importantes. Du reste, pour définir la Ligue des Droits de l'homme, nous n'avons qu'à nous référer à cette phrase du Convent de 1933 : « Dans une grande organisation, *qu'on appelle souvent la franc-maçonnerie extérieure,* je veux dire : *La Ligue des Droits de l'homme...* »

Au fond, cette Ligue des droits de l'homme est surtout dirigée contre les droits de Dieu. Elle ne prend la défense de l'homme que contre son Créateur ; elle n'a d'autre but que de faire de l'homme un Dieu lui-même et d'arriver « à définir la justice par la volonté générale de ces roseaux plus ou moins pensants. » La terreur de Dieu est à la source de la Maçonnerie. On ne combat pas ce que l'on ne craint pas. La grande force de la Maçonnerie tient à la rébellion de toute une ère historique, l'ère industrielle-démocratique, contre le spiritualisme chrétien !

Mais y aurait-il quelque chose de changé dans la société actuelle ? Voici que le Dr Camille Savoire, 33e, Grand-Commandeur du Suprême Conseil et Révérend Grand Prieur du Grand Directoire des Rites, pousse un cri d'alarme dans le no de juin de l'*Acacia,* organe officiel du Grand-Orient. Le titre de son article est celui-là même que le P. Joseph Berteloot a fait sien dans les *Etudes* du 20 septembre : *La Crise de la Franc-Maçonnerie.*

II

Oui, il y a crise dans la franc maçonnerie, et crise de telle nature que nous ne pouvons qu'éprouver la plus profonde surprise. Il y a crise entre les éléments mêmes qui composent la trop célèbre société.

On se souvient que nous avons dit ici-même que l'on peut distinguer trois sortes d'hommes dans la maçonnerie : les *ambitieux,* les *fanatiques* et les *naïfs.* « Les ambitieux, disions-nous, veulent les honneurs, le pouvoir et ses profits. Ils ne voient dans la maçonnerie qu'une société d' « avancement mutuel, » un organe utile à qui veut se produire, se mettre en évidence, se frayer la route de l'obscurité à la gloire [1]... » Mais, ajoutions-nous,

« il n'y a pas que des ambitieux parmi les maçons. Il y a aussi les *fanatiques,* ceux que le système a pris, intelligences superficielles, incapables de s'élever à la notion spirituelle des choses, ne voyant que ce qui touche les sens, avilissant la raison à ne servir que les intérêts d'ici-bas... Ceux-là pontifient, sont les assidus des Loges, s'estiment heureux d'être évêques et papes de la Contre-Eglise. Ils se considèrent comme les flambeaux de l'humanité... C'est dans cette seconde catégorie, les fanatiques, que se recrutent les hauts dignitaires de l'Ordre. Ils sont assidus aux « tenues, » y conquièrent patiemment tous leurs grades, n'y recherchent pas d'honneurs étrangers à ceux qu'elle confère. Ils s'y sentent les chefs d'un culte qui les enchante. Ils y pratiquent une religion à rebours qui les satisfait, parce qu'elle est à la mesure de leur esprit, ayant été faite de main d'homme et pour obéir à des besoins qui sont précisément les leurs, ceux de grands oiseaux mis en cage et à qui on a coupé les ailes ! »

Eh bien ! la crise actuelle de la Maçonnerie vient du réveil de ces *fanatiques* contre les *ambitieux.* Nombre de maçons, que nous appellerons, si l'on veut, les *convaincus,* ceux qui confondent *initiation* et *perfection,* s'insurgent enfin contre la foule des vulgaires profiteurs qui ne sont entrés dans la Maçonnerie que pour se faire un piédestal.

Le P. Berteloot présente les choses un peu différemment. Il suppose — et il y a une très grande part de vérité dans son analyse — que la Maçonnerie porte, depuis ses origines, un ver rongeur dans son sein : elle a toujours affiché des prétentions égalitaires, d'une part, — et d'autre part elle a toujours compris deux tendances, l'une aristocratique et l'autre démocratique. Le conflit, selon lui, serait donc entre les « grands » et les « petits », tandis que nous le situons entre les « fanatiques » et les « arrivistes », ou, si l'on préfère, entre les « convaincus » et les « profiteurs ». Mais la divergence n'est pas aussi grande qu'on pourrait le croire à première vue. C'est qu'en réalité les hauts grades de la Maçonnerie sont détenus par une sorte d'aristocratie maçonnique, qui commence à s'émouvoir de ce que le titre de Maçon a été galvaudé sans mesure, en sorte qu'il se trouve, à présent, trop souvent lié à des scandales dont la honte rejaillit sur l'Ordre tout entier.

Mais de quoi se plaignent les Maçons aristocrates ? De la prépondérance accordée, dans la société, aux éléments populaires ? Nullement. Mais bien de la déviation subie par la Maçonnerie tout entière, dans la mesure où le souci de l'initiation, c'est-à-dire du perfectionnement individuel, cède la place aux entreprises politiques et sociales.

Il est fort possible que les grands bourgeois qui détiennent les hauts grades maçonniques s'in-

[1] Voir l'article du 9 août dernier, p. 513.

quiètent de se voir confondus avec une foule qui tend de plus en plus à la révolution sociale. Nous ne croyons pas cependant que ce contact avec la foule soit devenu tellement étroit qu'il puisse les incommoder réellement. Voyons donc les faits qui se sont produits récemment au sein de la Maçonnerie et essayons de les interpréter.

Jusqu'ici, le Grand-Orient ne possédait qu'un organe exécutif, qui était le Grand-Conseil de l'Ordre. Il existait pourtant, à côté de ce Grand-Conseil, une sorte de prytanée ou d'Aréopage appelé le Grand Collège des Rites. Ce corps comprenait 33 membres, tous du 33e grade, nommés à perpétuité et se recrutant par cooptation, à l'unanimité des voix. D'après ce que nous avons dit ci-dessus, il est clair que, pour faire partie de ce Collège des Rites, il faut avoir gravi tous les échelons, s'être montré assidu à toutes les séances, en un mot s'être consacré corps et âme à la Maçonnerie, faire partie de ceux que nous avons dénommés les « fanatiques »[1].

Le Grand Collège des Rites constituait naguère un corps uniquement consultatif; en d'autres termes, c'était une sorte de chapitre de chanoines maçons, satisfaits d'un haut titre, mais n'ayant aucune influence directe sur l'orientation de l'activité maçonnique dans le monde.

Mais, depuis 1924, ces bons chanoines s'agitent. Ils sentent peut-être que le vieil idéal maçonnique est en train de disparaître. Ils ont mis bien du temps à s'émouvoir : il y a, en effet, de longues années que la Maçonnerie s'est jetée à corps perdu dans la politique. Aussi longtemps que cette politique s'est résumée dans un mot : *anticléricalisme,* les dévots maçons n'ont su qu'applaudir. Même si certaines formes d'anticléricalisme leur paraissaient assez vulgaires, même si les injustices commises envers les religieux et religieuses révoltaient leur sens de justice, ils ne soufflaient mot, parce qu'à leurs yeux la destruction de toute religion révélée était liée, depuis les origines, à l'existence même de la Maçonnerie. Seulement, l'anticléricalisme a fini par s'user. La question sociale (en d'autres termes, la lutte entre le capitalisme et le marxisme) est passée au premier rang de l'actualité. Si les radicaux et les socialistes communiaient dans la haine de la religion, ils s'opposaient dans l'interprétation du culte de l'argent. A ce moment, c'est-à-dire lorsque l'union entre le socialisme et le radicalisme fut conclue, vers 1924, les Pontifes de la Maçonnerie commencèrent à s'inquiéter. Le Grand Commandeur du Collège des Rites exigea et obtint une certaine autonomie administrative, le rendant indépendant des éléments avancés du Grand-Orient.

Puis, pour soustraire aux contaminations de la politique envahissante l'idéal *initiatique* de la Maçonnerie, le Collège des Rites réclamait la juridiction sur *tous les grades supérieurs au 3e*. On sait en effet que les trois premiers grades de la Maçonnerie sont les grades corporatifs anciens : apprenti, compagnon, maître. Quiconque a obtenu le grade de maître (ou 3e degré) est en possession de tous les privilèges de l'Ordre. C'est pourquoi, à part quelques exceptions confirmant la règle, les simples arrivistes, soucieux de pouvoir renier la Maçonnerie, si besoin est, après en avoir profité, se contentent du 3e degré (c'est le cas, dit-on, de l'ex-ministre Frot, par exemple).

La signification du partage consenti par le Grand-Orient est donc parfaitement claire. Le Grand-Orient acceptait de passer la juridiction totale sur toutes les Loges philosophiques ou capitulaires, c'est-à-dire contenant les « parfaits maçons, » les vrais initiés, au Grand Collège des Rites, et ne gardait pour lui-même que la direction des Loges inférieures, ou Loges bleues Loges symboliques.

Le 30 avril dernier, — donc près de trois mois après l'éclatement du scandale Stavisky. — le Grand Collège des Rites a voulu affermir sa position, et pouvoir se désolidariser officiellement des membres trop visiblement compromis que le Grand-Orient avait enrôlés dans les dernières années.

Il y eut un traité en règle passé entre « le Grand-Orient de France, 16, rue Cadet, à Paris, représenté par son Conseil de l'Ordre, et le Grand Directoire des Rites, 7, rue Saulnier, à Paris, représenté par son Grand Collège ».

Dans ce traité le *Grand Directoire* est officiellement reconnu comme « la seule juridiction souveraine et régulière sur les Ateliers du 4e au degré le plus élevé de tous les Rites, dont il a la possession, tant en France que dans les colonies françaises et pays de protectorat français. » Cette juridiction consistera notamment dans la fondation des Ateliers supérieurs et l'initiation aux grades supérieurs, le Grand-Orient ne conservant que la création des Loges symboliques et l'initiation aux grades inférieurs. Par l'article 9, « chacune des deux puissances maçonniques s'engage formellement à ne s'ingérer en rien dans l'administration ou le fonctionnement de l'autre puissance. »

Notons tout de suite que cette scission 1o est peut-être plus apparente que réelle, et 2o peut fort bien n'être qu'un réflexe de défense contre les attaques dont la maçonnerie est actuellement l'objet, en ce sens que le Grand Collège des Rites se prépare à sauver la maçonnerie au cas où le Grand-Orient viendrait à être vomi par l'opinion publique et un gouvernement soucieux de lui être agréable.

Cependant, il n'est pas impossible, il est même vraisemblable que les vrais maçons commencent à avoir honte de la tourbe des ambitieux.

[1] **Au sens étymologique, ce mot veut dire « qui se croit inspiré. » Il est appliqué d'ordinaire à ceux qui montrent un zèle outré pour une religion fausse ou une opinion insoutenable. Nous ne pouvons croire que la « conviction » d'un maçon puisse reposer sur des bases historiques, philosophiques ou religieuses capables de résister à un examen sérieux. C'est pourquoi les Maçons convaincus sont pour nous des « fanatiques »; ils croient sincèrement ou soi-disant sincèrement à un dogme insoutenable.**

Ecoutons à ce sujet les doléances du Grand Orateur du Grand Collège des Rites, André Lebey. Il trouve qu'il y a, dans les ateliers, trop de « compétitions », trop d'ambitions, trop de « combines ». « Si nous ne donnons pas notre maximum, s'écrie-t-il, c'est trop souvent parce qu'on traite des questions personnelles et de galon dans nos Loges. » Nombre de maçons ne songent qu'à leurs intérêts personnels. Le Fr. Lebey admet, comme nous, la distinction des maçons en « convaincus » et en « arrivistes ». Et voici comment il l'exprime : « D'un côté, ceux qui se dévouent à leurs Frères et à l'Ordre, et de l'autre, ceux qui se soucient surtout du maintien de leurs situations honorifiques. Nous aboutissons ainsi à la routine, au marasme, au vide, au contraire du mouvement intellectuel qualifié que notre tâche serait de promouvoir. »

Notez que ces derniers mots nous laissent rêveurs. Les maçons « sincères » se disent chargés d'une tâche intellectuelle. Quelle est cette tâche ? C'est ce que nous n'arrivons pas à comprendre. A quelle découverte utile et grandiose le nom de la Maçonnerie comme telle est-il attaché ? Nous l'ignorons. Nous ne connaissons à la Maçonnerie aucune autre ambition intellectuelle que celle « d'éteindre les étoiles » de la foi religieuse, de la révélation chrétienne. Et nous avons la certitude que « l'extinction des étoiles » ne peut pas tourner au profit de l'intelligence humaine, mais au contraire à sa confusion et à sa ruine.

Mais passons. Le Fr. Lebey nous confirme dans la pensée que nous avions, à savoir, que les maçons clairvoyants, qui ont pu se féliciter jadis du succès que la politique assurait à la secte, doivent s'effrayer aujourd'hui du mauvais renom que ladite politique répand sur tout l'Ordre. Ils cherchent donc à sauver la face. Ils se rappellent soudain qu'ils ont *une morale,* oui, une morale, laïque naturellement, comme leur dogme, mais qui n'en crée pas moins des devoirs. Cette morale tient en deux mots, qui ne sont ni élégants ni très précis : *altruisme* et *solidarité*. Ils se plaignent que cette morale soit oubliée.

Ecoutez encore M. Lebey : « Dans les conflits de tous les particularismes, comme de toutes les convoitises, la conception de la *solidarité* qui unit tous les hommes, et la notion même du bien public, semblent s'enliser graduellement comme dans les sables mouvants... L'établissement d'une déclaration des devoirs de l'homme et du citoyen, conception trop oubliée à une époque où la foule, dans un individualisme presque décadent, ne pense qu'à ses droits et même à la satisfaction de ses désirs, bien rarement à ses devoirs... ; l'étude des moyens propres à rétablir d'une façon efficace et permanente *une culture altruiste et solidariste,* avec les moyens d'en appliquer l'enseignement et de la faire entrer dans la mentalité populaire, qui serait ainsi rénovée..., » tels seraient les remèdes préconisés par la franc-maçonnerie aux maux de l'heure actuelle.

En d'autres termes, la Maçonnerie constate la décadence générale de la civilisation. Elle se refuse à reconnaître ses responsabilités dans cette décadence. Bien plutôt, elle offre ses services et formule son programme pour sortir de l'ornière actuelle. Alors que nous disons : « Il faut revenir à l'Evangile ! Là seulement est le remède, » elle se contente de reproduire sa vaine chanson : « Altruisme et solidarité ! Déclaration des devoirs de l'homme et du citoyen ! »

Mais à supposer même que ce verbiage superficiel suffise à retenir l'individualisme effréné de notre temps sur la pente où l'entraînent ses passions et ses appétits, par quels moyens espère-t-on faire pénétrer les principes de la Maçonnerie supérieure dans les milieux de la Maçonnerie inférieure et de là dans la masse populaire ? Il semble que la Maçonnerie ait rêvé d'attirer dans son sein toute l'élite pensante, et par cette élite de diriger la civilisation. Mais ce rêve était-il réalisable ? On voit un certain désenchantement dans les paroles suivantes du Fr. Lebey :

« Renan évoquait, dans un de ses drames, une élite d'hommes munis de toutes les forces de l'intelligence, de la science et du savoir [1], et il montrait à l'avance — aujourd'hui, cela pourrait se réaliser, cela serait encore plus certain — que, munie de toutes ces forces, cette élite serait la maîtresse absolue du monde. Hélas ! si cette élite est toute-puissante, elle peut aussi « être mauvaise, » elle peut, ne l'oublions pas, vouloir uniquement son bien-être personnel, ses avantages particuliers, sa domination pour asservir, et si le monde résistait, refusait de se soumettre, on pourrait voir dans les mains d'une poignée d'hommes la faculté, non seulement de lui tenir tête, de le braver et de le vaincre, mais de l'anéantir. »

M. Lebey dit juste. Mais pourquoi ne conclut-il pas ? Pourquoi ne se rend-il pas à cette évidence que la science et la morale sont deux choses distinctes, que l'on peut être un savant et un égoïste, un technicien de premier ordre et un ambitieux ? Pourquoi ne dit-il pas que le progrès technique n'a pas empêché une régression morale ? Pourquoi ne pas voir que la science s'applique à la matière et conduit au matérialisme, et que sans spiritualité la civilisation ne peut que sombrer ?

A vrai dire, M. Lebey admet bien qu'il faut une spiritualité, mais il prétend la trouver dans les traditions du déisme maçonnique. Oui, la Maçonnerie française irait jusque-là, ou plutôt certains de ses membres osent, actuellement, insinuer — oh ! bien timidement — la nécessité de revenir à la foi au Grand-Architecte, ne se rendant pas compte que 1° il est trop tard, et que 2° cela ne servirait pas à grand'chose.

Il faut reconnaître pourtant que la Maçonnerie ne nous avait pas habitués, depuis un demi-siècle, au langage que tient M. Lebey :

« Si la Maçonnerie, écrit-il, au milieu de la capitulation générale, ne sait ou ne veut pas com-

[1] Quelle différence M. Lebey met-il entre la science et le savoir ? Nous ne voyons pas bien.

prendre que là est son devoir, de manière à préciser et à défendre d'une façon efficace *ses valeurs spirituelles*.... si elle se cantonne, hélas ! dans des querelles misérables d'individus, dans l'esprit de jalousie, de chicane et de division de certains qui ne savent même plus s'élever à la hauteur des idées et des nécessités de l'époque..., c'en sera fait d'elle et peut-être des deux. »

Et il conclut : « C'est le principe « hiramique » à restaurer ; c'est l'imitation d'Hiram qu'il faut enseigner à la foule. »

Mais qu'est-ce que ce « principe hiramique » ? N'est-ce pas de la foi d'Hiram au Grand-Architecte que le Fr. Lebey veut parler ? Très probablement, oui. Hiram était un croyant. Les Maçons de haute marque regrettent la ruine totale de l'esprit religieux ; ils voudraient le réintroduire. Ils ne veulent pas s'avouer à eux-mêmes que s'il a disparu c'est à eux qu'on le doit. Ils accusent la politique, ils accusent l'entrée en masse dans les Loges de politiciens que l'affaire Dreyfus, puis l'affaire des fiches, enfin le Cartel de 1924 leur ont amenés. Ils n'ont garde de souligner les protestations qu'ils auraient élevées, eux, les Maçons purs, contre l'apostasie générale du Grand-Orient, à l'égard du déisme traditionnel, dès 1878. Et pour cause! Ces protestations n'ont jamais eu lieu. Le déisme n'a pas eu de confesseurs, encore moins de martyrs. Maintenant même que les francs-maçons se rendent compte qu'un peuple sans foi est un peuple qui retourne à la barbarie, ils n'osent pas formuler ouvertement leur *Credo* intime. Savez-vous comment ils s'y prennent pour insinuer qu'il faudrait rétablir la croyance en Dieu ? Ils se bornent à dire qu'il conviendrait de rétablir les liens rompus entre la Maçonnerie française et les Loges étrangères. Or, ces liens n'ont été rompus que par l'abandon de la foi en Dieu, dans les ateliers français ; donc ce ne sera qu'en revenant à la croyance officielle au Grand-Architecte que l'on fera sortir la Maçonnerie française de son dangereux isolement. Au surplus, le Grand Collège des Rites, devenu autonome et indépendant du Grand Orient, peut très bien dès maintenant négocier la paix et l'union avec les autres pays. Le Grand-Orient suivra, à son heure, s'il le désire. Il est à noter du reste que la Maçonnerie écossaise, en France, est restée déiste.

On devine les nouvelles aspirations de la haute Maçonnerie française, quand on lit ce passage d'une lettre écrite par le Fr. Savoire, Grand Commandeur du Grand Collège des Rites, au Fr. Fourcault-Hardonnière, rapporteur de la question de l'Unité maçonnique, au Congrès des Loges parisiennes :

« Ce projet (d'union) n'était réalisable que si les Ateliers supérieurs du Grand Orient consentaient à se servir uniquement des rituels imposés par la Fédération des Suprêmes Conseils et à échanger les diplômes de leurs membres contre de nouveaux diplômes orthodoxes délivrés par le Suprême Conseil ; c'était en résumé, une adhésion formelle *au Credo philosophique dogmatique* de ladite Fédération qu'on exigeait des Ateliers du Grand Orient. Devant ces exigences formulées comme une condition *sine qua non* de la continuation des pourparlers, nous n'avons pas cru devoir insister. C'est en résumé la question de l'adoption et de l'usage obligatoire de la formule A. L. G. D. G. A. D. L. U. [1] et de la profession de foi déiste exigée par le Suprême Conseil Ecossais qui constitue le seul obstacle à la fusion. *Mais est-il infranchissable ?* »

Et sur cette question, le F. Charpy réplique : — « Je proclame que les Ateliers supérieurs forment une autre Maçonnerie qui a une étiquette déiste, prétendant que « la profession de foi déiste n'est pas un obstacle infranchissable... » ; qu'il « faudra y revenir à moins de renoncer à étendre comme il conviendrait les relations internationales, selon les paroles du Fr. Savoire. »

Voilà où en est la Maçonnerie française actuelle. Il y a une scission en puissance entre les Ateliers supérieurs et les Ateliers inférieurs, entre l'*élément initiatique,* composé des membres les plus anciens de l'Ordre, et la foule des néo-maçons, composée de jeunes recrues hostiles ou indifférentes aux formes rituelles symboliques. D'après le Fr. Savoire, ce sont les attaques des catholiques contre la franc-maçonnerie qui ont provoqué l'entrée en masse de tant d'indésirables [2] dans la Maçonnerie. Faisons notre *mea culpa.* S'il y a une crise de la Maçonnerie, c'est nous qui l'avons provoquée. Si nous avions fait constamment l'éloge de la Maçonnerie, jamais les mécréants n'auraient eu l'idée d'y entrer ! Mais pourquoi la Maçonnerie ne méritait-elle pas nos éloges ? Pourquoi avait-elle une attitude telle que les ennemis de la foi catholique se sentaient chez eux, en entrant dans les Loges ? Pourquoi les Ateliers supérieurs ont-ils attendu jusqu'à ce jour pour proclamer leur foi persistante au Grand-Architecte et leur indignation contre l'impiété matérialiste qui a submergé les Loges ?

Concluons avec le P. Berteloot :

« A l'heure actuelle, les élites de la Maçonnerie récoltent ce qu'elles ont semé. Après avoir joué longtemps avec le feu, maintenant elles se brûlent. A la manière des aristocrates de l'Ancien Régime, elles se sont amusées avec une foule d'idées explosives, les estimant inoffensives. Malheureusement ces idées sont tombées dans les sous-sols de la société, près des magasins à poudre qui menacent de sauter et de faire sauter à son tour tout l'ordre bourgeois établi. Autrement dit, après avoir intensement excité le peuple pendant un demi-siècle, elles constatent que ce peuple est entraîné par deux passions : la passion laïque et surtout la passion socialiste révolutionnaire. Ce que voyant, les élites menacées vont s'efforcer de rendre le peuple inoffensif... »

Mais la Maçonnerie se voit contrainte de recourir, pour cela, à l' « opium » du déisme. Réussira-t-elle ? Ou plutôt n'y aura-t-il pas dans son sein un schisme entre la droite et la gauche ? C'est ce qu'un prochain avenir nous dira.

[1] A la gloire du Grand-Architecte de l'Univers.
[2] Le mot se trouve en toutes lettres dans un discours du Fr. Antoine, membre important de la Maçonnerie de rite écossais en France, discours où il préconise une « épuration » intensive.

En attendant, ne croyons pas que ce soient uniquement les circonstances extérieures, c'est-à-dire le retentissement des récents scandales, qui aient fait prendre aux dirigeants de l'Ordre la résolution de tenir secrètes les décisions du Convent de l'année courante. Ce serait bien plutôt le désir de « laver le linge sale en famille ». La même crise qui travaille le radicalisme, sollicité à gauche par la Révolution qu'incarne le Front Commun, à droite par l'instinct de conservation sociale que représente le cabinet d'Union nationale, se manifeste, sous forme de discussion autour de la foi en Dieu, au sein de la Maçonnerie. Disons toutefois hautement que ce ne seront pas de simples déistes qui sauveront le monde !

III

Si nous croyons que les causes de la crise de la civilisation sont avant tout d'ordre moral et par conséquent religieux, cela ne nous empêche nullement d'être attentifs à l'enchaînement des faits économiques, dont le résultat est le désenchantement actuel des tenants de la civilisation purement matérielle.

A considérer de près le *processus* de l'industrialisme, il est clair que le malaise économique dont souffre l'Europe et qui est l'une des raisons profondes de son inquiétude et de ses persistantes agitations, devait arriver fatalement et tôt ou tard. Pour que l'industrialisme durât, il était nécessaire ou bien que de lui-même il sût se limiter, c'est-à-dire ne pas dépasser une certaine limite de machines et d'installations industrielles, — ou bien que le nombre des machines et installations augmentant constamment, la clientèle destinée à absorber leurs produits s'accrût parallèlement et d'une façon régulière. Or, ni l'une ni l'autre de ces deux hypothèses ne s'est réalisée ni ne pouvait se réaliser.

En premier lieu, il n'y eut pas et il ne pouvait y avoir de limitation du développement industriel. Quelle autorité en effet était capable d'imposer cette limitation ? Chaque Etat ne pouvant agir que chez soi, toute limitation partielle n'aurait profité qu'aux Etats rivaux. Il s'est donc produit, au contraire, une ruée vers l'organisation matérielle, vers l'expansion économique, et les Etats, loin de limiter l'essor industriel de leurs ressortissants, n'ont eu qu'une ambition, celle d'accélérer le rythme de cette même organisation.

Le remède à cette frénésie de « super-industrialisation » était tout simplement la découverte de tranches toujours nouvelles de clients : soit à l'intérieur des Etats, en faisant descendre toujours plus bas dans les couches profondes de la société le bien être matériel engendré par l'industrie, — soit à l'extérieur, en vendant aux Etats moins favorisés les produits des industries nationales, ou en fondant des colonies, en créant des pays neufs où pendant longtemps le travail de dispersion des produits manufacturés fût assuré de trouver des chemins non battus.

Mais l'industrialisation a été plus prompte que la découverte des débouchés ; d'où la crise, d'où le chômage, d'où le malaise actuel. Les pays neufs se font rares ; leur pouvoir d'achat est du reste très étroit et il est fonction de la vente des matières premières qu'ils peuvent exporter.

Mais il y a encore autre chose : la marche de l'industrialisation a été inégale. Le premier pays qui est entré dans la voie nouvelle a été l'Angleterre au XVIII^e siècle. Les pays du continent européen l'ont suivie de plus ou moins près. La richesse des Etats — sans tenir compte des éléments perturbateurs, c'est-à-dire des guerres, émeutes, grèves ou révolutions — s'est développée selon la courbe de la croissance industrielle. Sur cette richesse s'est calquée la règle de ce qu'on peut appeler « le niveau de vie national. » Mais il est remarquable que tout pays qui s'élève à la vie industrielle bénéficie, au début de son effort, du bon marché de la main d'œuvre, pour cette raison très simple que le « niveau de vie » y étant moins élevé que dans les pays déjà industrialisés, l'ouvrier se contente d'un salaire moins élevé que dans ces pays-là. Ce phénomène de décalage des « niveaux de vie » et par suite des salaires, retentissant sur les prix de revient, se vérifie en grand dans l'exemple actuel du Japon.

Et voilà pourquoi un économiste très distingué, M. Antoine de Tarlé, peut nous dire : « Parmi les facteurs qui troublent la situation économique et la rendent si inquiétante, la concurrence industrielle japonaise est un des plus actifs. »

Ces lignes ouvrent une très intéressante étude intitulée : *L'Europe industrielle en face du Japon*, parue dans la *Revue hebdomadaire* du 15 septembre. Lisons le travail de M. de Tarlé. Il va nous faire toucher du doigt le mécanisme des troubles engendrés nécessairement par une conception purement matérialiste du monde et de la vie.

L'un des grands faits du XIX^e siècle a été l'introduction de la civilisation européenne au Japon. Mais elle s'est faite sous le signe du matérialisme industriel. Sans doute, les missionnaires catholiques ou protestants sont entrés au Japon avant les commerçants ou les industriels eux-mêmes ; mais rien ne prouve mieux la lenteur des progrès spirituels de l'humanité que la disproportion formidable, lamentable, désolante, entre l'évangélisation du Japon et sa conversion aux méthodes industrielles modernes. A l'Evangile, bien peu de Japonais ont consenti à donner leur cœur. Au culte de l'argent, représenté par l'équipement industriel et le développement commercial, le Japon tout entier a donné sans hésiter son adhésion. C'est en 1868 que se place la Révolution qui aboutit à l'occidentalisation du Japon. Vingt-cinq ans plus tard, il commençait à compter comme facteur militaire. Dix ans de plus et il battait l'immense Russie, dans un duel mémorable. Encore dix ans, et la Grande-Guerre, en mettant les puissances européennes aux prises, invite le Japon à

se faire l'un des grands fournisseurs de l'Europe en délire. C'est alors que l'industrialisation du Japon fait des pas de géant, tout comme, du reste, celle des Etats-Unis.

« Les Européens peuvent s'en désoler, écrit M. de Tarlé : ils ont bien fait ce qu'il fallait pour cela. Ce sont eux qui ont éduqué les Japonais et de concert avec les Américains leur ont vendu l'outillage de leurs usines. Grâce à leurs qualités de race, les disciples ont profité de la leçon ; ils ont facilement atteint, puis dépassé leurs maîtres. »

Notez que ce pays se trouve cependant dans de mauvaises conditions. Il n'a pas ou presque pas de métaux ; le charbon qu'il possède est de qualité médiocre ; il est contraint d'acheter la plus grande partie de ses matières premières comme la laine, le coton, le caoutchouc. On comprendrait à la rigueur qu'il se soit spécialisé dans l'article qui lui est le plus accessible, dans la production de la soie. Mais pas du tout. Il a mené de pair toutes les industries, même les plus difficiles. Et sur tous les points il fait à la vieille Europe, si fière d'elle-même, une concurrence qui menace de devenir désastreuse pour l'Europe... et peut-être pour lui-même !

Quelle est donc la clé de ce mystère ? Tout simplement ceci : le Japon possède une main-d'œuvre abondante, surabondante même, et cette main-d'œuvre, sortie d'un état social très primitif, vit avec des salaires très inférieurs à ceux des ouvriers européens. Et c'est là qu'apparaît un facteur moral très important. Le bonheur de l'homme ne tient pas essentiellement à ce qu'il mange ou boit. Si vous lui faites croire que son bonheur est dans la satisfaction de son ventre ou de ses appétits, vous créez des besoins utiles sans doute à l'expansion du commerce et de l'industrie, mais vous attaquez des vertus capitales, telles que la tempérance, la patience, la sobriété, conditions importantes de la spiritualité. Supposez un peuple demeuré au stade d'un minimum de besoins : il se trouvera heureux — quelque temps du moins — avec des satisfactions stomacales qui paraîtraient misérables à un peuple matériellement plus avancé. Il est démontré, dans un ouvrage récent sur le Japon [1], que les bas salaires ne sont nullement là-bas considérés comme des salaires de famine. La preuve c'est que la C. G. T. nipponne est la première à en comprendre la nécessité :

« Pourquoi les salaires japonais sont-ils au niveau actuel ? Parce que presque toute la main-d'œuvre est fournie par la campagne, où la densité de la population est très élevée, alors qu'il n'y a que relativement peu de terrains cultivables. La vie des Japonais dépend donc, en dernier ressort, des marchés extérieurs. Mais ces marchés sont gouvernés par les Européens et les Américains. Les bas salaires constituent la seule arme du Japon dans la lutte économique mondiale. »

[1] *Japon 1934*, par Maurice Lachin ; in-12 de 252 p., 15 f. ; Paris, Nouvelle Revue française.

Et ce représentant des ouvriers conclut : « *La question des bas salaires du Japon ne se pose pas uniquement entre les capitalistes et l'ouvrier japonais, mais entre le Japon et le monde entier.* »

Et maintenant voici des résultats et des chiffres.

La Chambre de commerce de Roanne expose que, dans l'Afrique occidentale française, les Japonais offrent des tissus (de coton) à 0 f. 78 le mètre, alors que le prix français par mètre ne peut s'établir au-dessous de 2 fr. 15, qu'il s'agisse de tissus blanchis, teints ou imprimés.

Ainsi, non seulement le Japon n'est plus le client de la vieille Europe pour les produits manufacturés, mais il concurrence les pays européens dans ces débouchés que l'Europe s'était procurés à grand'peine : les colonies !

Les prix japonais sont couramment inférieurs aux nôtres de 150 %. Les Chambres de commerce de Roubaix et d'Elbeuf dénoncent cette même concurrence, non seulement pour les cotonnades, mais aussi pour les draps et lainages.

Celle de Lyon parle naturellement de la soie. Son président, M. Henri Morel-Journel, vient de lui présenter un rapport très documenté. Parmi les chiffres qu'il cite, ne retenons que ceux-ci : en Indochine, le pourcentage des importations de tissus de soie japonais a passé de 9 % en 1930 à 55 % en 1932. Or, le gouvernement français a été contraint, pour des raisons de réciprocité, d'accorder aux produits japonais, en Indochine, le tarif minimum. Il s'en est suivi la perte presque totale de ce marché pour la soierie lyonnaise : dans les trois premiers mois de 1933, la vente de soierie française en Indochine n'a pas dépassé 400 kilos.

Sans doute, en France même, les Japonais n'ont pas encore essayé de nous battre pour la soie. Ils ne nous vendent que les tissus spéciaux que nous ne fabriquons pas : habutaïs, shantung, honan, assan, etc , et ces tissus sont frappés d'un droit d'entrée atteignant 49 à 59 % de leur valeur. Il n'en est pas moins vrai que nous ne nous défendons qu'à coup de taxes douanières, dont finalement c'est le public qui porte les conséquences, puisqu'il paie plus cher [1].

Mais si la France se défend chez elle, il lui est plus difficile de se défendre sur les marchés étrangers et dans ses colonies. Précisément parce que le travail national est protégé et que les salaires peuvent ainsi se maintenir à un niveau donné, les produits français s'établissent à un prix de revient plus élevé et sont donc faciles à concurrencer hors de nos frontières. Nous ne gardons nos avantages que pour les tissus de haute qua-

[1] N'oublions pas toutefois que si le travail national n'était pas défendu, le numéraire français prendrait la route du Japon, sans espoir de retour, et que notre pays s'appauvrirait rapidement. Ces problèmes sont infiniment complexes et nous nous acheminons vers un système suivant lequel chaque Etat ne vendra à un autre que dans la mesure où celui-ci lui achètera : ce qui est un retour au *troc* des primitifs !

lité, et nous bénéficions de la tradition établie par Colbert d'une fabrication non seulement impeccable, mais artistique et de goût raffiné. Seulement, les articles de luxe subissent toutes les crises plus vite et plus longtemps que les autres ; pour qu'ils s'écoulent, il est nécessaire que le pouvoir d'achat soit très élevé, au moins dans les classes aisées.

Il faut remarquer que la France a déjà dû abandonner presque complètement la sériciculture ; elle achète à peu près toute sa soie grège à l'étranger. Le Japon au contraire, en raison de son climat, a érigé la sériciculture en industrie nationale. Sur 40 millions de kilos de soie grège qui se font dans tout l'univers, le Japon en fournit à lui seul 33 millions, soit plus de 80 %. C'est pourquoi « l'honorable monsieur ver à soie, » comme on l'appelle dans les conversations familiales, fait l'objet d'un véritable culte. Tous les ans, après la récolte, on se rend dans les temples pour faire une prière à l'adresse des innombrables vers à soie qui ont succombé au service du pays.

Cela n'a d'ailleurs pas empêché le Japon de développer avec une extraordinaire intensité la fabrication de la soie artificielle, car sa production a passé de 100.000 livres en 1918, à 64 millions en 1933, en sorte qu'il se place au second rang des pays producteurs. Si en huit ans l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la France ont doublé ou triplé leur production, le Japon l'a multipliée par le coefficient 46 ! Il faut remarquer, du reste, que le Japon a eu cet avantage, en s'équipant plus tard et plus vite que les autres pays, de se monter avec des machines du dernier modèle, ayant un rendement bien supérieur. Il s'est évité les plus longues et coûteuses expériences, il a pu aller droit au but. Les tissus de soie artificielle qu'il produit restent dans le pays pour une bonne part. Mais son exportation a décuplé en cinq ans. Il a envahi les marchés de la Chine, des Indes britanniques et néerlandaises. Puis il est entré en Egypte, en Afrique du sud, en Australie. Il est en train de gagner l'Abyssinie, où il va installer une Légation, au vif mécontentement de l'Italie. Mais ses prix sont « imbattables », et c'est ce qui explique ses triomphes répétés.

C'est naturellement la Grande-Bretagne qui souffre le plus de cette invasion. Mais la défense n'est pas facile. Les Indes ont essayé de dresser une muraille douanière, en établissant des tarifs protecteurs. Il est probable que les autres pays feront de même. En attendant, le Japon avance toujours. Il a de la marge : le prix de revient étant de 52 à 58 yens, il échelonne ses prix de vente de 64 à 159 yens, selon les qualités. Il peut donc voir venir.

Pour le coton, même antienne. Les Anglais écoulaient en masse leurs cotonnades dans les Indes ; on peut dire que ce fut leur grand revenu. Le Japon est en train de leur ravir cet avantage. Sa tactique unique est celle des bas prix. L'*Agence économique de l'Indochine* nous fournit à cet égard des renseignements précis. Par exemple, un négociant hindou achète 40 caisses de shirting à 7 roupies la caisse. Quelques jours après, il constate qu'un de ses concurrents en a acheté 10 à 6,20 roupies. Pour diminuer son prix de revient, il câble au Japon un nouvel ordre de 40 caisses à ce dernier prix, ce qui lui donnera un prix moyen de 6,60, au lieu de 7. Mais il a doublé l'importance de sa commande. Et le gouvernement ne peut guère songer ici aux droits protecteurs de douane, car la classe pauvre ne se sert que de cotonnades et le gouvernement est bien obligé de la ménager s'il veut éviter des troubles.

Les industries indiennes et britanniques sont incapables de lutter avec le Japon. En vain la conférence d'Ottawa a-t-elle relevé quand même les droits sur toutes les cotonnades d'origine non-britannique, en vain l'Inde a-t-elle dénoncé son traité de commerce avec le Japon qui datait de 1904. Le Japon a un argument très fort : il achète son coton brut aux Indes. Il menace de ne plus en acheter une seule balle. Or, ni l'Inde ni l'Angleterre ne sont en mesure d'absorber le coton brut produit aux Indes. Si les producteurs de coton hindous ne vendent plus leur coton au Japon, ils perdent leur pouvoir d'achat, ils sont ruinés. Le Japon trouvera son coton en Amérique... Le danger était tel que les deux adversaires viennent de se réconcilier. Un accord a été signé à Simala. L'Inde et le Japon vivront sous le régime de la nation la plus favorisée et les droits seront fixés à 50 % *ad valorem*. Le Japon y gagne 25 % sur les droits récemment établis. Il va donc reprendre ses achats de coton aux Indes. Mais admirons ce tour de force : il achète aux Indes, il importe au Japon, et il revient aux Indes avec des cotonnades qui, malgré un droit de 50 %, peuvent y concurrencer les produits tissés sur place !

Ce qui vient d'être dit pour la soie et le coton, peut être dit tout aussi bien pour la métallurgie, les produits chimiques, les colorants, les appareils électriques, les lampes, le ciment, les constructions navales. C'est l'Etat qui a encouragé et dirigé toutes ces industries. Au début, il a créé des fabriques, des ateliers modèles. La Grande-Guerre a accentué le mouvement dans des proportions énormes. Le nombre des fabriques n'était que de 767 en 1889 ; il fut de 31 000 en 1930. L'Etat tend toutes ses énergies vers le développement de cette industrie exportatrice, pour compenser les énormes achats de produits agricoles dont il a besoin.

La population en effet a doublé en soixante ans. On peut même dire que c'est le phénomène démographique qui commande tout le système du développement économique du Japon. Le recensement de 1930 a donné les chiffres que voici : 90.315.000 habitants pour le Japon proprement dit, Formose, le sud de Sakaline et la Corée. Formose compte 4 millions d'habitants en chiffres ronds, la Corée 21 millions, Sakaline 200.000 ; il reste donc environ 65 millions pour le Japon

même. Il n'y a que la Chine, l'Inde, la Russie, les Etats-Unis qui soient plus peuplés. Mais ce qui est particulier au Japon, c'est la densité. Il n'a que 381.000 kilomètres carrés, moins que la France (540.000). Il a donc près de 200 habitants par kil. carré contre 72 en France. Mais si l'on tient compte des seules terres cultivées, qui sont à proportion très restreintes au Japon, le pourcentage devient de 969 habitants par kil. carré au Japon, contre 108 en France, et 364 en Belgique, le pays le plus peuplé de l'Europe.

En dépit d'une mortalité infantile très forte, le Japon s'accroît chaque année d'un million d'habitants. Que nous réserve cet accroissement formidable ? On peut se le demander. Mais tout se tient : le développement industriel a engendré le développement démographique, et l'accroissement de la population en réagissant d'une part sur les effectifs militaires, d'autre part sur le potentiel industriel, donne à la politique japonaise une assurance inquiétante. C'est un pays en marche. Pour le moment il est assez loin de nos routes pour ne pas trop nous gêner, mais les Russes ne peuvent pas en dire autant, et les Anglais commencent à ressentir les effets redoutables d'une rivalité économique où la victoire ne leur est pas promise.

« Alors qu'aujourd'hui, écrit M. Haury dans l'*Alliance nationale,* la famille nombreuse est élevée (au Japon) à la hauteur d'un devoir national, (jadis) dans un empire féodal où la classe privilégiée des Samouraïs, limitée en nombre, vivait frugalement du travail des fermiers, se mariait tard et considérait comme dégradant d'avoir plus de trois enfants, l'avortement et l'infanticide étaient couramment pratiqués. » Il s'est donc produit un grand changement. Si les familles sont devenues moins nombreuses en France, et en Europe en général, parce que l'on n'entend pas faire baisser le « niveau de vie », dans l'ancien Japon c'était une nécessité que d'avoir peu d'enfants parce que même le nécessaire manquait. Aujourd'hui, l'Etat veut être fort, depuis qu'il a aperçu la possibilité de nourrir une population considérable en vendant des produits industriels qui lui permettent ensuite d'acheter les produits agricoles nécessaires à la subsistance de la population. L'organisation de la famille et l'action religieuse s'exercent donc, sous la pression de la volonté de l'Etat, dans le sens d'un accroissement des familles nombreuses. Mais comme, d'autre part, le Japon nous a pris tous les défauts du capitalisme, sans nous emprunter les œuvres sociales par lesquelles nous cherchons à en pallier les suites fâcheuses, la fortune acquise par le développement de l'industrie est bien loin de profiter à toute la population. Deux familles se partagent à peu près, à elles seules, la puissance industrielle du Japon, celle des Mitsui et celle des Wasaki, connue sous le nom de Mitsubichi.

« Un économiste japonais, écrit M. Lachin, à qui je demandais de me chiffrer approximativement les fortunes des sociétés Mitsui, Mitsubichi, Sumitomi, Yaouda et Okura (ces trois dernières sont aussi très importantes, quoique moindres que les deux premières), me répondit que Mitsui possédait 1/200e de la richesse nationale et en contrôlait 1/40e... » La masse de la population demeure presque ou tout à fait misérable. Une famille seulement de paysans sur dix peut manger du riz à volonté et acheter du poisson. Le morcellement du sol est extrême, et les petits propriétaires sont aussi pauvres que les métayers. Dix mille des premiers sont réduits chaque année à vendre leurs terres et tombent par suite au rang de métayers. Sur 65 millions de Japonais (actuellement 67) exclusion faite de la Corée, il n'y en a pas plus de deux millions qui connaissent effectivement ce que nous appelons le « confort moderne ». Les autres tendent en vain les bras vers le paradis matériel qu'on leur fait entrevoir depuis cinquante ans. L'armée est le centre de l'opposition au régime économique actuel. Elle est à la fois très nationaliste et très socialiste. Il s'ensuit que le Japon vogue à pleines voiles vers la guerre ou vers la révolution ou vers les deux à la fois, avec cette réserve toutefois que la révolution ne se fera pas contre l'empereur, que l'on ne tient pas pour responsable de la détresse du peuple.

De tout ce qui précède, il est aisé de déduire les causes qui expliquent l'essor industriel du Japon, et par contre-coup la crise économique européenne.

La situation du Japon est un peu celle de l'Angleterre. Ce sont deux pays insulaires ; le sol national n'y peut nourrir les habitants. Ils sont donc forcés de faire venir leur subsistance d'ailleurs. Pour payer ces aliments indispensables, il faut exporter, et pour exporter, il faut produire. L'industrialisme a permis l'accroissement de la population japonaise, et celle-ci, en s'accroissant au delà de toute mesure, provoque un essor industriel que les vieilles organisations européennes trouvent singulièrement encombrant.

On peut cependant imaginer que les choses auraient pu se passer autrement. On peut croire que si les nations européennes ne s'étaient pas matérialisées à outrance, si elles n'avaient pas dit adieu à la religion ancestrale, si elles étaient restées fécondes, frugales et travailleuses comme au temps des grandes ardeurs chrétiennes, elles n'auraient pas tardé sans doute à trouver trop étroites les limites de l'Europe, elles se seraient répandues dans tout l'univers, se substituant, dans leurs colonies, aux populations autochtones, leur apportant à la fois le bienfait de leur religion et celui de leur prospérité économique. La civilisation intégrale, — c'est-à-dire celle qui n'est pas seulement dans la richesse et le confort moderne, mais qui gît surtout dans la noblesse des cœurs et l'enthousiasme spirituel des âmes, — se serait propagée dans le monde entier et il ne serait pas question de la décadence et de la prochaine démission de l'Europe. On ne refait pas l'histoire. C'est au XVIe siècle que la déviation s'est produite. Les dé-

couvertes géographiques ont été contemporaines de la rupture de l'unité occidentale religieuse, et du développement du machiavélisme qui a empoisonné d'abord la politique, la diplomatie surtout, ensuite le monde des affaires. La descente spirituelle de l'Europe, arrêtée parfois par l'héroïsme des défenseurs de la foi chrétienne, s'est quand même poursuivie jusqu'à nos jours. Nous arrivons au bas de l'échelle. L'Europe semble devoir payer cher ses erreurs de cinq siècles. Le Japon sera peut-être un des fossoyeurs de son prestige.

On a vu qu'il ne se meut pas dans les mêmes conditions de travail que les pays européens. La journée de travail japonaise n'est pas de 8 heures, mais de 12 à 14 heures, ce qui est sûrement excessif. Elle ne dépasse pas cependant, en général, 9 heures. Mais le travail est continu, grâce à un roulement d'équipes, et le repos n'est pas hebdomadaire. Les femmes travaillant en fabrique sont plus nombreuses que les hommes. Leur salaire n'atteint pas celui des hommes, le plus souvent, et le travail féminin n'est protégé par aucune des lois sociales appliquées chez nous. Plus de 20 % du personnel féminin ouvrier est formé de jeunes filles de moins de 16 ans. En outre, la race japonaise a des qualités extraordinaires de ténacité et de persévérance. Quand la guerre éclata entre la Russie et le Japon, il y a trente ans, la victoire des Japonais parut à beaucoup une réussite inexplicable. Mais pour ceux qui connaissaient la race japonaise, sa valeur morale, son esprit de sacrifice et d'abnégation, son instruction militaire et son énergie, le résultat ne fut pas aussi étonnant. Depuis lors, tous ceux qui les ont étudiés de près rendent hommage à leur valeur. Ce sont des travailleurs disciplinés, appliqués, consciencieux, aussi bons à l'atelier que sur un champ de bataille. Ils ont une prodigieuse faculté d'assimilation et d'adaptation. Ils puisent dans leur organisation ancestrale une force incroyable. La famille est encore puissante. L'esprit féodal n'a pas entièrement disparu. Au début de l'industrie, les rapports entre ouvriers et patrons portaient encore l'empreinte des antiques rapports entre le seigneur et ses vassaux. Dans les petits ateliers, l'esprit paternaliste régnait et entretenait une collaboration amicale. Le Japon était pauvre alors. Le sentiment de l'honneur était très développé dans le peuple. On faisait passer l'honneur bien avant l'argent. Il suffit de se rappeler nos vieilles familles françaises pour comprendre cette mentalité qui est en train de disparaître du monde. L'agriculture était à cette époque la grande richesse du Japon ; les cultivateurs étaient honorés et respectés ; ils venaient aussitôt après les Samouraïs. Et comme il advenait dans notre France de jadis, les artisans savaient imprégner d'un idéal d'art et de distinction leur travail le plus ordinaire. Au dernier rang de la population japonaise se trouvaient les mercantis qui n'avaient d'autre but que le gain matériel.

On peut saisir sur le vif les méfaits de l'industrialisme, en constatant comment toutes ces qualités sont en train de s'évanouir au Japon. Le système familial n'a pas pu se maintenir dans la civilisation industrielle. Le capitaliste qui fournit l'argent des grandes entreprises ne veut connaître que les gros dividendes. Le chef d'industrie ne se soucie que du prix de revient. L'ouvrier est devenu une simple annexe de la machine. L'entrée de la femme à l'usine a dissous le foyer domestique. La discipline nécessaire au fonctionnement d'une grande entreprise a supprimé toute cordialité dans les rapports entre employeurs et employés. La Société est devenue une immense caserne, dans laquelle l'état-major, enfermé dans de lointains bureaux, est à peu près sans contact avec la foule des simples soldats. Même lorsque des soucis d'hygiène et de bien-être se font jour dans l'installation des grandes fabriques, on ne sent plus le cœur battre contre le cœur. Il ne manque pas d'esprits plus ou moins malveillants pour attribuer les améliorations dont profitent les ouvriers au désir de ménager des instruments utiles et de retenir, pour les exploiter, les éléments indispensables du travail et de la production capitaliste.

« D'une manière générale, écrit M. de Tarlé, les usines japonaises sont installées dans des conditions d'hygiène et de bien-être telles qu'on ne peut rien souhaiter de mieux. Rien n'y est négligé pour assurer aux ouvriers le plus possible de lumière naturelle et une aération excellente. Le personnel dispose d'installations de bains, vieille tradition japonaise. On trouve aussi presque partout des réfectoires et des dortoirs, surtout pour les ouvrières. Un enquêteur britannique de la Fédération des maîtres filateurs de Grande-Bretagne estime que, dans toutes les grandes entreprises, les jeunes ouvrières sont mieux logées et nourries qu'elles ne le seraient chez elles. Citons textuellement : « La vie de la jeune ouvrière de fabrique peut être comparée à une période d'apprentissage discipliné, assez semblable aux années de service militaire chez les hommes ; car, outre qu'on lui apprend à fond un métier manuel, la jeune ouvrière va à l'école de la fabrique où on lui enseigne la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le dessin, la couture. La gymnastique n'est pas oubliée. » L'auteur doute que beaucoup de jeunes filles placées dans des pensionnats coûteux d'Europe soient mieux soignées ou aient plus d'indépendance que les jeunes ouvrières des grandes fabriques japonaises qu'il a visitées. »

On remarquera d'autre part que le salaire des ouvriers, si réduit qu'il soit par rapport au salaire courant des grands pays industriels européens, n'est nullement un salaire insuffisant comme celui, par exemple, de certaines fabriques polonaises de vêtements confectionnés (Varsovie, Bialystok, Lodz), mais qu'il laisse une marge pour l'épargne. Seulement, cette épargne, alimentée intelligemment par tout un système de primes et d'allocations, reste pour la plus grande part (83 %) dans l'entreprise même, en sorte qu'elle en court tous les risques. La ruine d'un patron entraîne celle de tous ses ouvriers.

Il y a cependant des Caisses d'épargne très

prospères. Les familles ouvrières, plus heureuses que les familles restées agricoles, peuvent y verser une moyenne de 10 yens par mois, sans compter les primes d'assurance de toute espèce. Ce qui sauve l'ouvrier japonais, c'est d'une part la sobriété traditionnelle de la race, et d'autre part, et par voie de conséquence, le bas prix de la vie. Un salaire a beau être bas, si le coût de la vie lui est proportionné, il peut suffire au bien-être de la famille ouvrière. Et c'est justement ce qui arrive au Japon. C'est donc le coût de la vie qui règle tout en matière de salaire.

Et quelle est la conclusion de l'étude de M. de Tarlé? Il se demande en terminant : Que faire ?

« Rien n'empêche, dit-il, les pays qui souffrent de la concurrence japonaise de s'organiser aussi bien. Mais... il leur sera bien difficile de compenser l'avantage que le Japon tire d'une main-d'œuvre qui, tout aussi bonne que la main-d'œuvre européenne, *peut accepter sans en souffrir un niveau de vie que l'on ne reverra jamais chez nous.* »

Cela revient à dire que seule une nation d'ascètes ou de moines trappistes pourrait lutter contre la concurrence japonaise!... C'est pourquoi les autorités qualifiées de chez nous ne voient d'autre remède que le protectionnisme étatiste. L'Assemblée des Présidents de Chambres de commerce de France fut en effet saisie récemment par les Présidents des Chambres de Lyon et de Roubaix de cette grave question. Et cette Assemblée de techniciens de premier ordre n'a pu trouver autre chose qu'un vœu transmis au gouvernement, en vertu duquel, sans perdre de vue le maintien de nos débouchés au Japon, l'Etat prenne les mesures de protection capables de compenser sur notre marché intérieur et sur les marchés coloniaux l'infériorité anormale du prix des marchandises japonaises. — Sans manquer de respect aux vénérables auteurs de ce vœu, on doit bien avouer qu'il constitue un aveu d'impuissance complète. « Il ne faut pas, disent-ils, nuire à nos ventes au Japon, mais il faut mettre une barrière aux ventes que le Japon nous fait ! » N'est-ce point la quadrature du cercle ?

Le Japon tient notre Indo-Chine en lui achetant son riz. Il tient les Indes anglaises en leur prenant leur coton. Il tient l'Australie en se fournissant de laine chez elle. Il lui serait loisible, si on lui faisait des misères, de trouver d'autres marchés pour ces différentes denrées. Il a barre sur les pays où il achète : cela fait sa force. Sa supériorité lui vient de ce qu'il est moins avancé que nous sur la pente de la décadence morale et religieuse, de ce que ses ouvriers sont plus sobres, plus économes, plus tenaces, plus unis à leurs patrons que les nôtres. Le problème serait donc de reconquérir nos qualités ancestrales, et ce problème nous ramène constamment à l'idée de la « rechristianisation » de nos masses populaires. Que si les nations européennes ne savent pas s'imposer des disciplines spirituelles librement consenties et infiniment méritoires devant Dieu, elles seront contraintes de subir les disciplines brutales et involontaires que le bolchévisme impose là où il est le maître, car à supposer que le bolchévisme triomphe partout également, il ne résoudra pas le problème de la concurrence des races, tel qu'il vient de nous apparaître dans la brève étude qui précède.

Concluons donc, avec M. de Tarlé, qui se rend parfaitement compte de la vanité de toutes les solutions proposées : « La concurrence industrielle du Japon est un fait extrêmement grave, contre lequel nous sommes en partie désarmés. Attendons-nous, dans quelques années, à supporter aussi celle de la Chine et de l'Inde. » Il est vrai que le distingué économiste veut encore se rassurer à la pensée que « lorsque les pays neufs seront enrichis, nous les retrouverons comme clients, parce qu'alors ils pourront nous acheter les produits de qualité pour lesquels, d'ici longtemps encore, il faut l'espérer, nous conserverons une supériorité que les peuples nouveaux ne sont pas près de nous enlever. » Cette note optimiste est encourageante. Le découragement étant le pire de tous les maux, il est bon de conserver quelque illusion !

IV

Parmi les hommes que le spectacle de la décomposition contemporaine a ramenés récemment au catholicisme, et l'on pourrait presque dire au catholicisme médiéval, l'un des plus marquants, des plus étourdissants d'entrain et de verve, des plus énergiques et des plus originaux est un écrivain anglais que nous avons parfois cité ici-même et qui se nomme G. K. Chesterton.

Sous le titre : *Un Anglais ami de la France, G. K. Chesterton,* M. Raymond Las Vergnas lui consacre un intéressant et piquant article dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 septembre.

« Une sensibilité religieuse qui s'éveille et frémit au souffle le plus impalpable du divin, écrit-il, une âme mystique, angoissée d'inconnu jusqu'au vertige et à l'abandon, mais que sauvent du cauchemar des rêves peuplés de féerie et la foi catholique ; une candeur enfantine qui pare l'être tout entier de jeunesse triomphante et lui garde dans l'âge mûr la spontanéité des intuitions puériles ; un élan prédicant, vigoureusement servi par un bon sens massif et volontiers jovial ; une santé morale et physique qui puise dans la générosité d'une nature vouée à l'embonpoint sa robustesse, son éclat et jusqu'aux excès de son exubérance ; une ardeur combative de preux, rappelant, par l'alliance de la croix et de l'étendard, la fougue médiévale des croisés ; une œuvre charnue, musclée et drue, où abondent la sève et la vitalité ; une séduction irrésistible, cependant, un charme léger, vaporeux, insinuant, fait de gamineries, de paradoxes, de clowneries même, de sourire et de virtuosité ; un cœur vaillant enfin, ardent et probe, répugnant d'instinct à tout ce qui est lâcheté, et riche d'active sympathie pour la France : tels sont, cueillis dans leur complexité, quelques-uns des traits contradictoires qui font de M. G. K. Chesterton, l'une des personnalités dominantes de la littérature britannique d'aujourd'hui. »

Chesterton est né, en 1874, à Londres, dans un quartier entre tous accueillant, silencieux et coquet : le royal bourg de Kensington, qui pousse ses délicieuses villas jusqu'aux grilles des jardins fleuris attenant au célèbre Hyde Park. Il étudia les beaux-arts à l'école Slade, mais il se sentait fait pour le journalisme, non pas le journalisme des « chiens écrasés, » mais celui des publications nouvelles. Il était lecteur dans une maison d'éditions et il s'adonna à la critique d'art. De bonne heure il publie lui-même. Ses premiers recueils ont des titres évocateurs : *Les Barbons s'amusent* (1900), *L'Impétueux Chevalier* (1900). Il écrit tantôt en vers et tantôt en prose. Il se révèle tout de suite écrivain de premier ordre. Son style a quelque chose de nourri, de vert, de mordant, de vivant, d'entraînant. Chesterton aime à plaisanter. Sa forme est volontiers exubérante et paradoxale. Il n'admet pas qu'on dorme en le lisant et réveille le lecteur par un feu d'artifice continu. Il y a tellement d'imprévu dans son invention d'idées et d'expressions, que l'on se demande à chaque ligne ce qu'il va vous servir d'inédit. Il cherche à étonner, mais pour faire penser, pour faire réfléchir. Il renverse les banalités, il bouscule les préjugés, il pourfend les truismes trop sûrs d'eux-mêmes. On ne peut s'empêcher de voir en lui, en tous genres, l'un des premiers esprits de ce temps.

A notre humble avis, il excelle surtout dans le genre bien anglais des Essais. C'est un *essayiste* de génie. Pour le connaître réellement, dans ce qu'il a de meilleur, il faut lire ou relire les recueils où il a rassemblé ses étincelantes chroniques, tels que *Hérétiques* (1905), *Orthodoxie* (1908), *Formidables Bagatelles* (1909), *Ce qui va de travers en ce monde* (1910), *Mes pensées pour un shilling* (1916), *Les Usages de la Diversité* (1920), etc.

Sa conversion au catholicisme, virtuelle depuis *Orthodoxie* (1908), est devenue officielle par sa réception dans l'Eglise catholique, en 1922

Il a mené l'histoire de son salut avec une vigueur, un zèle joyeux, qui rappelle les grands croyants du Moyen-Age. Et, chose curieuse, en même temps qu'il s'est mis en route vers le catholicisme, Chesterton n'a cessé de progresser dans sa sympathie pour la France. Il admire le génie français. Il croit et il dit volontiers que l'intelligence française, par sa clarté, par sa logique, par son élégance, par sa force, est une des merveilles de la création. Cette merveille du reste est visible dans la langue même que nous parlons. Une langue est le miroir d'une sorte d'esprit national. Or, il n'y a pas de langue au monde plus limpide, plus allègre, plus précise, plus juste, plus ferme et virile, sans rien perdre de son élégance et de sa douceur, que la langue française. Notez que

« c'est devenu presque un truisme que de dire la réputation de frivolité où nous tient l'étranger. Français est, dans certains pays, synonyme de léger, voire de débauché. On en peut évidemment sourire, mais le travail sournois de la calomnie n'est jamais assez craint. Il est plus facile de nous railler que de découvrir, sous l'écorce, les qualités de sérieux et de droiture d'un pays qui a, cependant, fait de la loyauté sa doctrine politique. Le lecteur français n'en est que plus touché, lorsqu'il rencontre, sous la plume d'un maître aussi écouté que M. Chesterton, un hommage sincère et profond : « Nous sommes entourés, écrit-il dans *La Superstition du divorce* (1920), de nations vigoureuses, comme l'Irlande et la France, sociétés paysannes qui ont conservé leur idéal. La nation française, qui est la nation la plus rigide et la plus respectable du monde, continue, elle, à se conformer aux vieilles règles de la vie familiale. »

C'est que Chesterton nous connaît. Il nous connaît comme Kipling et Belloc nous connaissent. Il a vu au-delà des apparences ; il a pénétré dans l'intimité de nos familles traditionnelles. Il a vu tout ce qu'il reste de gravité et de foi dans un peuple que ses gouvernants s'acharnent à déchristianiser, c'est-à-dire à priver de son âme séculaire, depuis cinquante ans. Catholique à tous crins, il admire chez nous la qualité et les qualités du catholicisme.

Le récit qu'il a donné de sa conversion met en relief la puissance d'analyse d'un cerveau épris de clarté, qui a voulu, par les chemins de la logique, se mener jusqu'au refus de la science. Ce qui l'a surtout frappé, c'est la merveilleuse adaptation du christianisme aux contradictions de la nature. Si on lui fait observer que la foi est un saut dans l'inconnu, qu'elle ne peut pas se mettre en formule ni en équation, comme l'exigerait l'esprit scientifique de notre temps, il répond que c'est justement ce qui le touche, le convainc et lui prouve que le christianisme est plus qu'humain. La science est une chose, et la foi en est une autre. La science ne touche qu'à la superficie de l'être et des êtres, la foi atteint le fond. La science est *notionnelle* et la foi est *réelle*. La science ravit l'intelligence, mais elle n'offre à la volonté que des buts étriqués et vains : la conquête du monde par la technique. *La foi parle au cœur.* Et par le mot *cœur,* nous n'entendons pas, comme la vaine psychologie des écoles, la puissance affective, mais le sol profond de notre être, ce qui est en nous le plus intime, le plus riche, le *complexus* de nos aspirations vers l'infini, vers la beauté, vers le bien et le juste, la source intérieure de l'héroïsme ou du crime, de la sainteté ou de la honte.

En interprétant ici la pensée de Chesterton, nous ne suivons plus tout à fait l'exposé de M. Las Vergnas, qui nous paraît plaisanter un peu sur les motifs de la conversion de son héros et qui cite ce mot de M. Chevrillon à son sujet : « Il défend le christianisme comme Macaulay la Constitution anglaise ; il le loue d'abord de n'être point logique, » à quoi il ajoute que, selon Chesterton, « l'homme normal est l'homme qui croit sans savoir pourquoi, car l'ignorance est la mère des vertus. »

Il est clair que celui qui a écrit cela se moque passablement de son personnage, au moins en tant qu'il est un catholique agissant et convaincu. Et cependant, dans les lignes qu'il ajoute, se trouve la réfutation de l'aphorisme sur l'ignorance que l'on vient de lire :

« M. Chesterton, écrit-il, était païen à douze ans, et agnostique à seize. Tout ce qu'il avait entendu dire, jusque-là, de la théologie chrétienne l'avait éloigné de la religion. Mais dans la chambre intime de son âme[1], quelque chose se refusait à finir dans le néant de ses débuts. Il était un peu comme l'un de ses personnages, Smith l'Innocent, dont il écrit : « On l'avait envoyé à Cambridge afin d'en faire un mathématicien et un homme de science. Un nihilisme sans étoiles était alors la philosophie des Ecoles. Son cerveau acceptait le *Credo* noir, mais son être entier se révoltait contre lui. » M. Chesterton sentait aussi, lentement, monter en son cœur la révolte. Son bon sens lui disait que la raison raisonnante tend vers le suicide ; car, si elle conclut à la négation de tout, elle doit conclure également à la négation de la raison. Toute la passion latente[2] du futur écrivain se dirigeait, à son insu même, vers une réaction, Il serait traditionnaliste parce que les révolutionnaires avaient sombré dans l'erreur. »

Chesterton lui-même a quelque part caractérisé son attitude : « Rébellion contre une rébellion. » Les deux serviteurs : intelligence et volonté, se sont grisés, l'un de science superficielle, l'autre de succès techniques. Du fond qu'ils ont normalement à cultiver : le cœur, ils n'ont voulu travailler que les appétits terrestres, en fermant toute issue aux sublimes jaillissements vers l'Infini. C'est là, dans l'histoire de l'industrialisme, la grande Rébellion, car c'était tout simplement le refus de reconnaître ses droits inaliénables *au propriétaire du fond*, qui est Dieu et Dieu seul. Mais le fond cultivé d'une façon contre-nature s'est hérissé de plantes touffues et empoisonnées, telles que la cupidité, l'amour du plaisir, la passion de l'argent et des avantages matériels qu'il apporte, la haine sauvage de tout obstacle à l'indépendance du moi humain, etc. De là, cette ère de violence, cet âge de fer que dénoncent les observateurs contemporains, de là l'atmosphère malsaine où nous vivons, le pullulement des scandales, la multiplication des crimes, l'instabilité effrayante des sociétés et des familles, comme des individus.

Chesterton a vu juste. Il s'agit maintenant pour nous d'une rébellion contre une rébellion. Il faut faire machine en arrière.

Dans *Orthodoxie,* Chesterton a noté que sa grande objection contre la foi en Dieu était tout simplement *le mal*. Comment Dieu, qui est infiniment bon, peut-il être l'auteur d'un monde aussi mauvais ? Mais cette objection tomba le jour où il s'avisa que « toute création est une séparation. » « Une femme, écrit-il, perd son enfant en lui donnant naissance. » Dieu a créé un monde bon ; mais l'homme l'a rendu mauvais et le monde ne redeviendra bon que si l'enfant revient à sa mère, que si l'homme retourne à son créateur. Cela, l'Eglise le savait depuis toujours. Chesterton entra dans l'Eglise catholique parce qu'il y trouvait une solution plus complète de cette difficulté essentielle que partout ailleurs. On sait en effet qu'il y a dans toutes les sectes protestantes, depuis les origines, un relent de prédestinatianisme, qui rétrécit ou même supprime complètement la liberté humaine, tout en prétendant garder le principe de la responsabilité. Même si Chesterton a aimé parfois à se moquer de la logique factice des raisonnements humains, il n'en a pas moins obéi à une logique impérieuse, en entrant dans le giron de l'Eglise :

« La pensée que l'homme est libre et que Dieu le jugera sur ses actes (et non simplement sur la foi sans les œuvres), pensée qui est à la base de la morale catholique, conquit M. Chesterton à la foi. Ses aspirations intuitives et les exigences encore, à ce moment, impérieuses de ses habitudes logiques se conciliaient en un chant d'allégresse intérieure. Le monde prenait un sens, une valeur éthique. Il lui semblait entendre un mécanisme, jusque-là rebelle et grinçant sur ses axes, tourner de nouveau avec harmonie. Il écoutait « les déclics d'apaisement » que faisait chaque engrenage en reprenant sa place sur le pignon central. Et la joie qui envahissait son être s'épanchait en ces lignes : « Les autres philosophies entravent... Le christianisme sépare et libère. Son Dieu se réjouit d'avoir transformé l'univers en des âmes vivantes. »

Cela était écrit en 1908. La conversion officielle eut lieu, avons nous dit, en 1922. Quatre ans plus tard, la femme de l'écrivain entrait à son tour dans le sein de l'Eglise. « M. Chesterton parachevait ainsi l'œuvre qui l'avait porté vers la religion romaine, parce qu'elle est, entre toutes les croyances, libre et belle, universelle et aventureuse. Et par là-même, il nous livrait le secret d'une des affinités qui l'avaient conduit à se ranger près de notre pays, lequel, quoi qu'on en puisse dire, demeure, aux yeux du monde entier, le symbole de la catholicité. »

L'un des livres les plus curieux de Chesterton est celui qu'il publia en 1905, sous le titre *Hérétiques*. C'était avant sa conversion. Et il ne faut pas croire qu'il s'agisse dans cet ouvrage des hé-

[1] C'est cela que nous venons d'appeler le *cœur* et que nous opposons à l'intelligence et à la volonté, comme le *fond* à la *surface*. La plus grande erreur éducative qui s'est produite depuis l'ère industrielle, a été de cultiver l'intelligence et la volonté sans cultiver le *cœur* où gît la racine de toute civilisation digne de ce nom. Le « cœur » des soi-disant civilisés de notre temps est en friche. Toutes les passions y poussent librement. C'est ce qu'on appelle « vivre sa vie ». Il n'y a que Dieu qui puisse agir, de concert avec notre intelligence et notre volonté, — deux serviteurs, — sur notre cœur.

[2] Que l'on veuille bien analyser le passage que nous citons. On y trouvera la justification de la distinction proposée plus haut, et que nous estimons capitale, entre le *fond* et la *surface*, entre l'intelligence et la volonté d'une part, énergies de surface, ouvriers chargés de travailler le *fond* avec le secours de la grâce, — et le *cœur,* d'autre part, où loge cette « passion latente » dont nous parle ici M. Las Vergnas. C'est de ce cœur que Pascal a dit : « Le cœur a ses raisons que la raison ne comprend pas. »

rèsies classées dans l'histoire lointaine ou récente du christianisme. Sans doute le livre est bien un livre de controverse religieuse; mais Chesterton n'y vise que les hérésies non cataloguées de son siècle et de son pays. Il y exécute, comme dignes du fagot de l'inquisiteur, tous les écrivains britanniques qui osaient, déclare-t-il dans une plaisanterie légèrement forcée, avoir une opinion différente de la sienne. Il ne se place pas du tout au point de vue esthétique, mais au point de vue de l'idée. Il s'attaque en premier lieu — à tout seigneur tout honneur — à Rudyard Kipling. Mais il s'empresse de proclamer qu'il n'en veut pas à l'artiste de *Kim* ou du *Livre de la Jungle :* il ne combat que le champion de l'impérialisme. Pour lui, cette doctrine politique est une des plus graves hérésies de notre temps. Elle est un fruit de l'industrialisme. Elle est une folie de la puissance. Elle s'oppose à l'épanouissement du patriotisme, car elle fait litière des aspirations nationales, fussent-elles les plus humbles et les moins organisées. Chesterton avait débuté en littérature à l'époque de la guerre des Boërs, et il avait écrit de fulgurants articles dans le *Speaker*. Il est resté fidèle depuis lors à la cause des humbles et des déshérités. Il n'admet pas qu'un peuple, parce qu'il s'attribue une prééminence sur les autres, puisse en tirer un droit d'absorption. Aussi la mégalomanie allemande lui est elle particulièrement en horreur. L'Allemand n'a pas dépassé le stade d'Attila et des Huns. Kipling avait le tort, si différent qu'il fût des Teutons, d'adopter une de leurs marottes : l'hégémonie universelle.

Chesterton loue au contraire la France de s'opposer de toutes ses forces à cette prétention aussi insensée qu'absurde. L'impérialisme engendre l'impérialisme. Le patriotisme est respectueux des autres patries. Voilà toute la différence, mais elle est capitale, et il n'y a pas d'erreur plus grossière que de confondre patriotisme et impérialisme.

Autre hérétique, pour Chesterton, M. Bernard Shaw, perdu dans l'idolâtrie du surhomme, alors que la vertu essentielle du catholicisme est la force de l'humilité et que Jésus a fondé son Eglise sur le plus chancelant de ses disciples. Et il est bien certain que le surhomme de nos contemporains, c'est-à-dire de Shaw, comme de Nietzsche, n'est qu'une caricature boursouflée, un monstre de l'orgueil et de la démence. L'homme n'est grand qu'appuyé sur Dieu, et il ne s'appuie sur Dieu que s'il se vide au préalable de lui même, par l'humilité. Il suffirait de pousser un peu notre théorie du *cœur* et des *facultés,* esquissée plus haut, pour en faire la preuve.

Hérétiques encore pour Chesterton : Wells qui, entraîné par l'illusion scientifique, en est venu à admirer le protoplasme plus que l'âme humaine ; Fitzgerald, symbole de l'hédonisme désespéré d'une époque vacillante ; et George Moore, dont l'abjuration de l'Eglise romaine constitue le plus bel hommage à cette communion.

Dans sa lutte allègre contre ces hérétiques, Chesterton a parfois des rencontres verbales saisissantes. Il voit nettement que le monde a pris une fausse route. Il se demande à quel point de l'histoire s'est faite la fâcheuse bifurcation. Nos lecteurs savent que c'est cela aussi que nous ne cessons de faire ici. C'est pourquoi nous n'avons pu lire sans émotion cette magnifique déclaration de notre auteur, dans sa *Nouvelle Jérusalem :* « Je m'en retourne à travers l'histoire, comme un voyageur égaré qui revient sur ses pas pour lire le bon chemin sur le poteau du carrefour. »

Voilà ce que nous devons faire, voilà à quoi peut et doit nous servir l'histoire, voilà ce que nous devons faire faire à nos contemporains abusés. A partir de quel moment avons-nous abandonné le Christ et sa croix ? Voilà le problème essentiel. Nous courons, depuis deux siècles, après la science et la technique pour avoir le bonheur, et nous avons quitté la bonne route. Il s'agit de rendre à l'humanité ce qu'elle a perdu : la vision libératrice de l'Evangile et du ciel, le culte du cœur, le souci du fond, et le dédain de tout ce qui n'est que surface. Par exemple, rendez au mariage l'amour, à l'amour la pérennité dans le Christ, au serment qui unit les âmes qui s'aiment l'indissolubilité de ce qui est sacré et immortalisé en Jésus, et vous reconstituerez la famille qui n'existe plus actuellement, ou qui ne subsiste qu'à titre de simple contrat ou association commerciale toujours révocable.

Voilà une des choses que Chesterton a fort bien vues. Il chante la gloire du serment médiéval. L'époque moderne croit avoir affranchi la créature humaine en remplaçant le serment par le contrat. Elle l'a simplement avilie et dégradée. Que les caprices changent, que les intérêts parlent, le contrat se dissout, la famille est détruite, les enfants sont distribués au prorata de la légalité des demandes. Que l'on revienne au contraire à la noblesse spirituelle de nos ancêtres, à l'héroïsme du serment consacré devant Dieu : la famille reprend sa grandeur et la société retrouve l'une de ses bases essentielles. Chesterton a des pages magnifiques sur la femme. Il a horreur du féminisme contemporain, qui n'aboutit à faire des femmes que des hommes manqués. Il ne s'agit pas pour la femme de copier l'homme, il s'agit de reprendre sa place de reine du foyer, c'est-à-dire de se faire respecter et chérir.

« Je ne disconviens pas, écrit Chesterton, que les femmes soient soumises à une révoltante tyrannie dans les usines. Mais, moi, je voudrais détruire la tyrannie ; vous, vous vous contentez de détruire la féminité ! » Il avoue que ce qu'il y a de meilleur dans l'homme est le reflet de sa pré-naissance dans le sein maternel, et cet anti-féministe notoire a écrit ces lignes délicates en l'honneur de la femme : « La chair et l'esprit de la féminité enveloppent le mâle comme les murs d'une maison. Il n'est pas jusqu'à l'homme le plus brutal qui ne soit féminisé en étant mis au monde. »